

Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole

2, route de Narbonne

BP 22687

31326 CASTANET-TOLOSAN Cedex

Téléphone : 05 61 75 32 32

ACCORD-CADRE N°2025-002

**Maintenance, exploitation et pilotage des installations énergétiques, réseaux,
CVC de l'ENSFEA**

Appel d'offre ouvert établi en application du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Le présent CCAP comporte 28 pages numérotées de 1 à 28

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	7
1.1 - Objet du marché	7
1.2 - Personne publique contractante – Autorité compétente	8
1.3 - Contenu des prestations	8
ARTICLE 2 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 3 : DÉFINITIONS ET RESPONSABILITES DES PARTIES CONTRACTANTES	9
3.1 - Parties contractantes	9
3.2 - Les prestations	9
3.3 - Identification de la société prestataire	9
3.3.1 <i>Information sur la structure de la société prestataire</i>	9
3.3.2 <i>Sous-traitance</i>	9
3.3.3 <i>Information en cas de procédure judiciaire</i>	9
3.4 - Responsabilité contractuelle	10
3.5 - Responsabilité délictuelle	10
3.6 - Assurances	11
3.7 - Subrogation	11
ARTICLE 4 : LISTE DES PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	11
4.1 - Remarques	11
4.2 - Pièces constitutives de l'accord-cadre	11
4.3 - Pièces législatives et financières	12
4.4 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	13
4.5 - Pièces générales	13
4.6 - Mode de passation	14
ARTICLE 5 : INSTALLATIONS CLASSEES ICPE	14

5.1 - Définition	14
5.2 - Déclaration	14
5.3 - Mise en conformité	14
ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION	14
6.1 - Horaires et modalités d'interventions	14
6.2 - Conduite et surveillance	15
6.3 - Interventions de maintenance préventive programmées	15
6.3.1 <i>Dates et heures</i>	15
6.3.2 <i>Rapport de visite</i>	15
6.3.3 <i>Proposition d'intervention</i>	15
6.4 - Interventions de maintenance préventive, conditionnelle et corrective	16
6.4.1 <i>Programmes d'exécution</i>	16
6.4.2 <i>Initiative des interventions – Accord du pouvoir adjudicateur</i>	16
6.4.3 <i>Délais d'intervention</i>	16
6.4.4 <i>Compte-rendu d'intervention</i>	16
6.4.5 <i>Coordination des interventions</i>	17
6.5 - Fournitures	17
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	17
7.1 - Prise en charge	17
7.2 - Remise du matériel et des équipements en fin de marché	18
7.3 - Documentation	18
7.4 - Locaux mis à disposition du titulaire	18
7.5 - Accès du personnel et moyens du titulaire	18
ARTICLE 8 : GARANTIE	20
ARTICLE 9 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES	20
9.1 - Cautionnement – Retenue de garantie	20
9.2 - Nature du prix	20
9.3 - Variation des prix	20
9.3.1 <i>Type de variation des prix</i>	20
9.3.2 <i>Mois d'établissement des prix</i>	20
9.3.3 <i>Modalités de variation des prix</i>	21

9.3.4 Impôts et taxes	21
ARTICLE 10 : MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	21
10.1 - Acompte et facturation de la tranche ferme du marché subséquent	21
10.2 - Présentation des factures	22
10.3 - Conditions de règlement	22
10.4 - Nantissement	23
ARTICLE 11 : PENALITES	23
11.1 - Généralités	23
11.2 - Pénalité forfaitaire pour défaut de traçabilité	23
11.3 - Pénalité pour prestation non conforme	24
11.4 - Divers	24
ARTICLE 12 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	24
12.1 - Retenue de garantie ou cautionnement	24
12.2 - Avance forfaitaire	24
12.2.1 Calcul du montant de l'avance forfaitaire	24
12.2.2 Versement de l'avance	24
12.2.3 Remboursement de l'avance forfaitaire	25
12.3 - Clause de sauvegarde	25
12.4 - Cas de force majeure	25
ARTICLE 13 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	25
13.1 - Mesures de sécurité	25
ARTICLE 14 : MODIFICATION DE L'ETENDUE DES PRESTATIONS	26
ARTICLE 15 : OBLIGATIONS GENERALES	26
15.1 - Obligations de la Personne publique	26
15.2 - Obligations du Titulaire	26
15.3 - Protection des données personnelles (RGPD)	27
15.4 - Prise en charge du site après signature du marché	27
15.5 - Litiges	28
15.5.1 Règlement amiable	28

15.5.2 Attribution de juridiction	28
15.5.3 Précisions concernant les recours	28
ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE	28
ARTICLE 17 : DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	28

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché est établi en application du [code de la commande publique](#).

1.1 - Objet du marché

Le présent accord cadre concernent les prestations relatives à l'exécution des prestations relatives à l'exploitation des installations énergétiques de l'ensemble des bâtiments de l'école nationale supérieure de formation pour l'enseignement agricole (ENSFEA) incluant les logements de fonction.

Cet accord-cadre a pour objet principal le confort des occupants, la continuité de service, la maîtrise des énergies et des consommations énergétiques.

Cet accord-cadre donnera lieu à une tranche ferme comportant :

- un marché subséquent correspondant à la maintenance, l'entretien et la conduite des installations prises en charges (P2) ;
- des prestations sur bons de commandes correspondant à un P5 qui permet de faire des travaux, non inclus dans le périmètre de l'installation prise en charge ou de réaliser des travaux d'amélioration non pris en compte dans le P2.

L'accord cadre donnera lieu également à deux tranches optionnelles :

- Une tranche optionnelle n°1 correspondant au gros entretien (P3).
- Une tranche optionnelle n°2 correspondant à la fourniture d'énergie, gaz et pellets de bois (P1).

La consultation est passée en application de l'article R2124-2 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conforme aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre ne comprend qu'un seul lot, justifié par des contraintes économiques (*recherche de l'offre économiquement la plus avantageuse en choisissant un seul prestataire*) technique et géographique (*un seul site*) conformément à l'article L2113-10 du Code de la commande publique.

Le site est localisé à l'adresse suivante :

**2 route de Narbonne
31326 AUZEVILLE TOLOSANE**

1.2 - Personne publique contractante – Autorité compétente

Au sens du cahier des clauses administratives générales (*CCAG de fournitures courantes et services*), sont désignés :

Personne publique contractante :

Monsieur le directeur de l'Ecole Nationale Supérieure de Formation l'Enseignement Agricole

Comptable assignataire des paiements :

L'agent comptable de l'ENSFEA

1.3 - Contenu des prestations

Les conditions spécifiques de réalisation des prestations sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (*CCTP*) et ses annexes.

ARTICLE 2 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'entreprise retenue se verra confiée les prestations objet de l'accord-cadre.

La date de notification interviendra le 14 avril 2025 sous réserve d'achèvement de la procédure.

La prise d'effet de l'accord-cadre est conditionnée par la mise en œuvre et l'aboutissement de la procédure. La date prévisionnelle de début des prestations est le 14 mai 2025.

La validité du marché débutera le 1^{er} mai 2025. Sa durée sera de 2 ans. Deux reconductions de un an seront possibles.

La durée totale du marché ne pourra excéder 4 ans.

La reconduction éventuelle sera notifiée expressément (*lettre recommandée avec accusé de réception*) par la **Personne publique** deux (2) mois avant la date anniversaire.

Le **Titulaire** ne peut refuser la reconduction.

Dans l'hypothèse où le **Titulaire** disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la **Personne publique** de l'acte portant la décision de fusion et de la justification de son enregistrement légal. A défaut, La **Personne publique** se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnisation.

ARTICLE 3 : DÉFINITIONS ET RESPONSABILITES DES PARTIES CONTRACTANTES

3.1 - Parties contractantes

D'UNE PART

L'école nationale supérieure de formation l'enseignement agricole représentée par Monsieur Damien TREMEAU-BUSSON, directeur, désignée ci-après par le terme « **Personne publique** » et « **Pouvoir adjudicateur** »

D'AUTRE PART

La société titulaire du marché désignée ci-après par le terme « **Titulaire** »

3.2 - Les prestations

La nature détaillée des prestations est définie dans le CCTP.

3.3 - Identification de la société prestataire

3.3.1 Information sur la structure de la société prestataire

Le **Titulaire** devra préciser en annexe à sa proposition, la structure de sa société avec le montant et la répartition de son capital social, ainsi que l'organigramme financier de son groupe d'appartenance avec ses différentes filiales.

Conformément à l'article 3 du CCAG/FCS, le **Titulaire** est tenu de notifier immédiatement à la **Personne publique** toute modification importante du fonctionnement de son entreprise (*forme de l'entreprise, raison sociale,...*).

Le **Titulaire** précisera les équipes et personnes qu'il mettra à disposition pour la bonne exécution et la structure qui les portera. **Il s'attachera à prévoir un référent unique pour le suivi de ce marché.**

3.3.2 Sous-traitance

Le **Titulaire** pourra confier des prestations à de sociétés ou des prestataires extérieurs, mais devra s'assurer de la qualification de ses sous-traitants en harmonie avec les tâches exécutées, dont le **Titulaire** restera responsable vis à vis de la **Personne publique**. A ce titre, il devra établir un acte de sous-traitance, avant l'exécution des prestations, qui devra être transmis à l'ENSFEA.

Le **Titulaire** sera tenu d'appliquer les dispositions en vigueur, relative à la sous-traitance notamment dans son titre 2 intitulé « du paiement direct », obligatoire à partir de 600 € TTC.

La **Personne publique** se réservera le droit d'accepter ou de refuser une telle sous-traitance.

3.3.3 Information en cas de procédure judiciaire

Le **Titulaire** sera tenu d'informer sans délai la **Personne publique** de l'existence, pour son compte ou celui d'un des sous-traitants, d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

3.4 - Responsabilité contractuelle

Pendant toute la durée des prestations prévues au marché, le **Titulaire** est responsable de la bonne exécution des obligations mises à sa charge par le présent marché.

En cas de non-exécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution, il sera fait application des pénalités prévues au marché.

Le **Titulaire** devra la rédaction du Plan de Prévention et sa révision chaque année à date anniversaire. Il devra pourvoir à sa rédaction et sa mise en œuvre dans les 2 mois suivants la prise d'effet du marché.

Le **Titulaire** devra la rédaction des calendriers et des gammes de maintenance de tous les équipements inhérents au marché dans les 2 mois suivant la prise d'effet du marché.

Le **Titulaire** aura un délai de **2 mois** pour rendre tous documents prévus dans l'accord-cadre et pour mettre pleinement en exécution l'ensemble des tâches inhérente aux dispositions de l'accord-cadre. Son offre comprendra un plan de démarrage du marché tant du point de vue technique qu'administratif qui définira ces dates et périodes de mise en route et dépôt de document. A l'issue de la période des deux mois, une réunion aura lieu pour vérifier si les phases de démarrages sont conformes aux dispositions de l'accord-cadre et du plan de démarrage. En cas de manquement constaté lors de cette réunion, **une pénalité de 150 euros par semaine de retard** sera appliquée. La date exacte de la réunion sera définie lors de la mise au point du marché.

3.5 - Responsabilité délictuelle

En cas de faute ou de manquement du **Titulaire**, distincts du non-respect de ses engagements contractuels, causant un dommage, la responsabilité du **Titulaire** peut être engagée.

Une telle faute, indépendantes des obligations contractuelles du **Titulaire** doit être prouvée par la **Personne publique**.

La responsabilité du **Titulaire** ne peut être engagée dans les cas suivants :

- ✓ Faute de la **Personne publique**.
- ✓ Cas de force majeure.
- ✓ Vice ou défaillance de l'installation relevant des garanties contractuelles ou légales des constructeurs ou des fournisseurs de la **Personne publique**.
- ✓ Vice ou défaillance des combustibles préconisés par les constructeurs des générateurs et des brûleurs, s'ils sont utilisés selon les prescriptions de ces constructeurs.
- ✓ Mise en conformité des installations (*cf. article 6.3*)

3.6 - Assurances

Le **Titulaire** est responsable vis à vis des tiers dans le cadre de l'activité qu'il déploie en application du présent marché, et ce, en vertu des articles 1381 à 1386 du Code Civil.

A l'occasion des prestations et obligations du présent contrat, la responsabilité contractuelle du **Titulaire** du marché, à l'égard de l'ENSFEA, est régie par les règles du Droit Commun.

Le **Titulaire** du marché devra notamment justifier d'une police d'assurance couvrant les risques responsabilités civile et décennale.

3.7 - Subrogation

Le **Pouvoir adjudicateur** subroge le **Titulaire** du marché dans leur droits et actions nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs, des titulaires antérieurs et de tous tiers responsables ou estimés responsables d'une avarie ou d'un dommage survenant aux installations dont elle a la charge, objet du présent marché. La société faisant son affaire de toute action amiable ou contentieuse à leur encontre, étant entendu que le **Pouvoir adjudicateur** peut être appelé en la cause.

ARTICLE 4 : LISTE DES PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

4.1 - Remarques

Les pièces constitutives de l'accord-cadre et du marché subséquent sont désignées ci-après. Elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre suivant en cas de contradiction entre elles.

4.2 - Pièces constitutives de l'accord-cadre

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, daté et signé par les représentants qualifiés de l'entreprise signataire de l'accord-cadre.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par la **Personne publique** fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat, approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'OEAP.
- Le [cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services](#)(CCAG/FCS)
- Le mémoire technique qui intégrera notamment les temps estimés le prestataire s'engageant pour la remise en fonctionnement en cas de dépannage suivant le type de panne (*remplacement d'un bloc gaz, remplacement d'un circulateur simple ou double corps, remplacement d'une chaudière de logement, remplacement d'un chauffe-eau électrique 200l,...*)

Toute clause portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconque produits par le **Titulaire** et contraires aux dispositions des pièces contractuelles du présent marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du **Titulaire** sont concernées par cette disposition.

4.3 - Pièces législatives et financières

L'ensemble de la fourniture et des travaux doit être conforme aux prescriptions des décrets, arrêtés, règlements, normalisation et à celles de tous les textes subséquents en vigueur du premier jour du mois d'exécution des travaux et notamment :

- ✓ les textes de lois, décrets, arrêtés ministériels et circulaires régissant les conditions et la sécurité du travail, en particulier le Code du Travail.
- ✓ La loi 74-908 du 29 octobre 1974, modifiée par la loi 92-1443 du 31 décembre 1992 relative aux économies d'énergie notamment dans son article 2 ; complétée par le décret n°81-436 du 4 mai 1981 relatif aux contrats d'exploitation des installations de chauffage ou de climatisation ou se référant à cette exploitation en sa version consolidée au 1er décembre 2008.
- ✓ l'arrêté du 20 avril 1974 relatif à l'isolation thermique et au réglage automatique des installations de chauffage dans les bâtiments d'habitation.
- ✓ L'Arrêté du 23 juin 1978, concernant les installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public, modifié par l'arrêté du 30 novembre 2005.
- ✓ L'arrêté du 15 septembre 2009 relatif à l'entretien des chaudières d'une puissance comprise entre 4 et 400 KW.
- ✓ L'arrêté du 1er février 2010 relatif à la surveillance des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire.
- ✓ L'arrêté du 24 mars 1982 portant sur la ventilation des bâtiments.
- ✓ Au règlement sanitaire départemental en vigueur.
- ✓ A la circulaire DGS/SD7A/SD5C - DH0S/E4 n°2002/243 du 22/04/2002 relative au risque lié aux légionnelles.
- ✓ A la circulaire DGS/VS4/98/771 du 31 décembre 1998, relative à la mise en œuvre des bonnes pratiques d'entretien des productions et réseaux d'eau chaude sanitaire.
- ✓ A la circulaire DGS 2005 - 493 du 28 - 10 - 2005 relative à la prévention du risque lié aux légionnelles.
- ✓ Aux différentes circulaires, publications et autres recommandations de la DGS concernant le risque particulier lié aux légionnelles.
- ✓ Au guide technique ANTIPOL N° 1 du ministère chargé de la santé concernant la protection des réseaux de distribution d'eau de consommation humaine mis à jour par le CSTB en 2005.
- ✓ Au guide technique N° 1bis du ministère chargé de la santé concernant la conception, la réalisation et l'entretien et la qualité des installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine à l'intérieur des bâtiments mis à jour par le CSTB en 2005.
- ✓ A la circulaire du 10 juin 2005 relative aux installations classées. Application de l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux installations de combustion soumises à déclaration sous la rubrique 2910.

- ✓ Aux dispositions réglementaires générales concernant l'utilisation et les économies d'énergie.
- ✓ Au code de la construction, dans sa version consolidée au 21 juin 2010, notamment dans sa section 4 concernant la limitation de la température de chauffage.
- ✓ Aux dispositions des Cahiers des Charges D.T.U. et règles de calcul D.T.U. publiées par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.
- ✓ Aux spécifications, règles de normalisation et instructions publiées par l'Union Technique de l'Électricité.
- ✓ Aux normes, ou aux spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels, applicables aux prestations faisant l'objet du marché.
- ✓ Aux conditions et prescriptions particulières imposées par les Compagnies de distribution d'eau, d'électricité, de gaz et de télécommunication.
- ✓ Aux spécifications, règles de normalisation et instructions publiées par l'Association Française de Normalisation et notamment aux recommandations du fascicule de documentation NF 35 400 relatif aux prescriptions de sécurité pour les installations frigorifiques.
- ✓ Aux Règles de l'art de la profession se rapportant à la Maintenance des Installations Thermiques et de Génie Climatique.
- ✓ Aux normes et Règles Thermiques en vigueur.
- ✓ Aux prescriptions particulières de la commission départementale de sécurité.
- ✓ Au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P.
- ✓ Au règlement intérieur particuliers de l'ENSFEA.

4.4 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Toute modification tant sur le contenu que sur la forme des prestations à réaliser dans le présent marché devra être acté par voie d'avenant.

Les prestations ainsi que leurs conditions administratives et techniques d'application énoncées dans le présent marché prévalent à défaut d'éléments contradictoire spécifiées par voie d'avenant.

Une mise au point du marché pourra être établie, notamment lors de la notification.

4.5 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, soit avril 2025.

Ils comprennent l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlement, circulaires et tous les textes administratifs nationaux et locaux, applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre publics ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles et entre autres le CCAG de fournitures et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

NOTA : les pièces générales, bien que non jointes, sont réputés bien connues du **Titulaire** et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

4.6 - Mode de passation

Le marché est passé en application de l'article R2124-2 du Code de la commande publique.

La procédure de consultation utilise la procédure de l'appel d'offre ouvert tel que décrit dans le règlement de la consultation (RC).

ARTICLE 5 : INSTALLATIONS CLASSEES ICPE

5.1 - Définition

Toute chaufferie classée sous la rubrique ICPE 29.10 suivant la parution au J.O. du 27-09-1997, modifiée par l'arrêté du 10-08-1998, celui du 15-08-2000 et la circulaire du 10 juin 2005.

5.2 - Déclaration

Suivant la circulaire du 10 juin 2005 qui identifie précisément l'exploitant, le titulaire du présent marché devra effectuer toutes les démarches administratives réglementaires et assumera pleinement les responsabilités d'exploitant.

5.3 - Mise en conformité

La mise en conformité des installations classées sous la rubrique ICPE 29.10, objets du présent marché, incombe à l'ENSFEA propriétaire des installations et des bâtiments.

Le **Titulaire** a l'obligation de porter immédiatement à la connaissance de la **Personne publique** de toute non-conformité dès qu'il en a lui-même eu connaissance.

La traçabilité de ces échanges est une obligation du **Titulaire**.

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION

Les prestations définies à l'article 1 devront être exécutées suivant les modalités déterminées ci-après.

Le CCTP fixe les modalités techniques d'exécution des prestations marché.

6.1 - Horaires et modalités d'interventions

L'horaire d'intervention du personnel du **Titulaire** doit tenir compte des impératifs du fonctionnement de l'ENSFEA, et se situer, si possible, pendant les heures ouvrables (*du lundi au vendredi*) sauf spécifications contraires ou dépannages d'urgence.

Le technicien devra systématiquement se présenter à son arrivée, en ayant au préalable annoncé sa venue, ainsi qu'à son départ pour explication de l'intervention, au gestionnaire du présent marché, ou à toute personne déléguée à cet effet par la personne publique.

Les contraintes particulières d'horaires sont définies dans le C.C.T.P.

6.2 - Conduite et surveillance

Les modalités d'exécution sont définies dans le C.C.T.P.

6.3 - Interventions de maintenance préventive programmées

6.3.1 Dates et heures

Compte tenu de leur périodicité, les dates et heures exactes des visites et des interventions de maintenance préventive systématique sont entièrement déterminées par le **Titulaire** en accord avec la **Personne publique**.

La **Personne publique** peut modifier une date d'intervention programmée moyennant un préavis de dix (10) jours.

6.3.2 Rapport de visite

A chaque visite programmée, le personnel d'intervention du **Titulaire** mentionne sur les documents d'entretien les principaux points de la visite effectuée.

Il atteste que les opérations prévues ont bien été effectuées et signale celles effectuées à son initiative. Il porte ses observations telles que : anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, etc., et les suites qu'il convient de leur donner.

Il met à jour le livret technico-sanitaire de suivi des installations d'Eau Chaude Sanitaire (ECS).

La tenue du livret réglementaire de chaufferie doit se faire à chaque intervention, quelle que soit son importance.

Ces documents seront tenus à la disposition de la **Personne publique** pour leur ensemble.

6.3.3 Proposition d'intervention

Le **Titulaire** du marché formule ses propositions d'interventions à la **Personne publique** (*liste de travaux, de fournitures, temps d'intervention et d'immobilisation, etc.*), pour celles qui ne sont pas de son initiative ou de sa compétence.

Il signale à la **Personne publique** toute non-conformité des équipements ou des locaux.

Il avertit la **Personne publique** de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires, qui incombent à chacun, par les organismes agréés, et se prête aux sujétions qu'ils entraînent.

Il planifie les contrôles réglementaires et transmet la planification à la **Personne publique**.

Il planifie et assume les contrôles périodiques de l'efficacité énergétique suivant le décret N°2009 -648 du 9 juin 2009.

6.4 - Interventions de maintenance préventive, conditionnelle et corrective

6.4.1 Programmes d'exécution

À l'instigation du **Titulaire** du marché, un programme d'exécution est établi et remis à la **Personne publique**. Si le **Titulaire** estime que certaines prestations peuvent perturber le fonctionnement normal de l'ENSFEA, il en informe sans délai et par écrit la **Personne publique** et lui propose toutes dispositions permettant de réduire la gêne.

De même, si la **Personne publique** estime que les interventions de maintenance peuvent nuire à son bon fonctionnement, elle peut demander au **Titulaire** de lui proposer toutes les dispositions permettant un fonctionnement satisfaisant.

6.4.2 Initiative des interventions – Accord du pouvoir adjudicateur

Le **Titulaire** du marché intervient de sa propre initiative ou, sur demande du **Pouvoir adjudicateur**, pour les cas de dysfonctionnements prévus au marché.

Toutefois, dans les cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le **Titulaire** prend les mesures d'urgence qui s'imposent, et elle en informe le **Pouvoir adjudicateur** dans les meilleurs délais.

6.4.3 Délais d'intervention

Lors d'un appel du **Titulaire** par l'ENSFEA, le délai imparti au **Titulaire** pour commencer une intervention de réparation, rechercher la cause d'un incident ou débiter la réparation, a pour origine l'appel lui-même.

Chaque appel est obligatoirement consigné et classé par ordre chronologique sur un registre tenu par le **Titulaire**, ou un système informatique, en précisant :

- la date et l'heure de l'appel
- l'auteur de l'appel et son interlocuteur
- l'objet de l'appel (*matériel, lieu, phénomène constaté*).

Ce registre est tenu à tout moment à la disposition de la **Personne publique**, sous la forme papier ou informatique qui lui sera demandée.

Un système informatique répondant aux mêmes obligations de gestion des historiques est souhaité.

Les délais d'intervention sont fixés comme suit : **intervention dans un délai maximal de quatre (4) heures**.

Par délais d'intervention, on entend le temps qui s'est écoulé entre l'appel de l'ENSFEA et l'arrivée du représentant du **Titulaire** sur le site.

6.4.4 Compte-rendu d'intervention

L'ensemble des interventions de maintenance corrective donne lieu à l'établissement par le **Titulaire** d'un compte rendu écrit à remettre, après toute intervention corrective, au pouvoir adjudicateur.

6.4.5 Coordination des interventions

Pendant les périodes de garantie, le **Titulaire** prend toutes dispositions en accord avec les constructeurs ou les installateurs des matériels ou équipements, pour assurer la coordination de leurs interventions, réglages ou interventions de maintenance corrective, suite à incident au titre de la garantie.

Lorsque le **Titulaire** doit faire intervenir une entreprise extérieure sous-traitante, elle prend en accord avec le **Pouvoir adjudicateur**, toutes dispositions pour assurer la coordination de cette intervention. Un plan de prévention des risques doit être mis en place sous la responsabilité du **Titulaire** qui en assume la pleine et entière responsabilité.

Quel que soit l'intervenant, le **Titulaire** est toujours responsable de la coordination des travaux effectués sur les installations dont elle assure la maintenance.

A ce titre, aucune intervention ne sera effectuée sur lesdites installations sans qu'une réunion préparatoire ait lieu avec le **Titulaire**. La **Personne publique** veillera particulièrement au respect de cette clause, suivant les dispositions du code du travail.

Les dispositions du chapitre III du code de la commande publique devront être appliqués en cas de sous-traitance.

Dans le cas de travaux d'importance, l'entreprise intervenante, en accord avec le **Titulaire**, fournit un planning d'intervention.

6.5 - Fournitures

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables, indispensables à un fonctionnement correct, sont celles préconisées ou agréées par le(s) constructeur(s), et sont conformes aux réglementations ou normes en vigueur.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

La prestation doit être exécutée dans les conditions ci-après.

7.1 - Prise en charge

Le **Titulaire** déclare avoir pris connaissance de la constitution des bâtiments et de la consistance des installations dont il doit assurer la conduite.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserves, y compris sur les accès en sécurité aux installations.

Un procès-verbal de prise en charge des équipements et un état des lieux sera établi contradictoirement avec la Personne publique. Une proposition de format de prise en compte et de rendu de cet état des lieux sera incluse dans la réponse du candidat.

Le procès-verbal de prise en charge n'a pas vocation de liste exhaustive du matériel mais devra être traité avec la plus grande rigueur par le **Titulaire** afin de limiter tout risque de manque.

La mise en conformité des matériels ou équipements, à la réglementation en vigueur, est à la charge de la **Personne publique** pour la partie des installations dont elle est propriétaire, dans les conditions des dispositions figurant dans le C.C.T.P.

Pour les équipements et matériels nouveaux mis en place en cours du marché, le **Titulaire** devra prendre connaissance des essais préalables à la mise en service des équipements et des procès-verbaux de réception qui constituent l'état des lieux initial, ainsi que des conditions particulières de mise en jeu de la garantie des équipements.

Il assiste à la réception des équipements ou matériels survenant en cours de marché et aux levées des réserves effectuées.

Le point de départ de la responsabilité du **Titulaire**, pour les équipements neufs, est le procès-verbal de prise en charge, que celui-ci soit affecté de réserves ou non.

7.2 - Remise du matériel et des équipements en fin de marché

Le **Titulaire** s'engage à laisser, en fin d'exécution du contrat, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Ceci implique que le **Titulaire** rend à la **Personne publique** des installations dans un état tel qu'elles seront en mesure de fonctionner sans incident grave durant une année.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels et équipements est établi à la fin de l'exécution du marché. Il se basera sur le procès-verbal de prise en charge et systématiquement complété des éléments manquants ou nouveaux. Il fera apparaître les états de tous les matériels.

La responsabilité du **Titulaire** peut être recherchée en la cause pendant l'année qui suit la fin du marché.

7.3 - Documentation

Le livret de chaufferie, les documents d'ouvrages exécutés, le P.V. contradictoire de prise en charge, et le livret de suivi des installations d'eau chaude sanitaire, seront remis par le **Titulaire** sortant au Titulaire entrant.

En fin de contrat, ces documents seront remis à la **Personne publique** en intégrant les mises à jour.

Tous frais de reproduction de ces documents sont à la charge du **Titulaire**.

Les rapports de visites réglementaires, par les organismes agréés, pour le compte de la **Personne publique**, seront également transmis au **Titulaire** (1 *exemplaire*) dans la mesure où ils concernent les installations et les équipements faisant l'objet du présent contrat.

7.4 - Locaux mis à disposition du titulaire

Les locaux techniques, dont la chaufferie, sont mis à la disposition du **Titulaire**, qui en assure l'aménagement et l'entretien.

7.5 - Accès du personnel et moyens du titulaire

Les personnes intervenant habituellement ou en remplacement, nommément désignées par **Titulaire**, en vue de l'exécution des prestations du présent marché, doivent être préalablement agréées par la **Personne publique**.

A cet effet, le **Titulaire** remet à la **Personne publique** la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément. Ces personnes possèdent les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le **Titulaire** désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'école. Tout changement de responsable est signalé à l'attention de la **Personne publique**.

Le personnel d'intervention du **Titulaire** est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail.
- aux règles qui seront appliquées au personnel extérieur intervenant à l'ENSFEA.

La **Personne publique** s'oblige à mettre à la disposition exclusive et gratuite du **Titulaire**, pendant toute la durée du marché, les locaux techniques, chaufferies, soutes et sous-stations, conformes à la réglementation en vigueur, et à les maintenir clos et couverts, en bon état, conformément aux règlements de police et d'assurance.

Par ailleurs, le **Pouvoir adjudicateur** autorise le personnel du **Titulaire**, ou ses sous-traitants, à pénétrer dans toutes les parties des installations ou des immeubles concernés, pour exécuter les prestations contractuelles, ou pour procéder aux vérifications qui pourraient être nécessaires et, en conséquence, interdire l'accès des installations (*chaufferie en particulier*) à toute personne non mandatée par le **Titulaire**.

La **Personne publique** dotera le **Titulaire** de clés et cartes d'accès, en quantité suffisante, permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations.

En cas de perte ou de vol, le **Titulaire** avisera aussitôt la **Personne publique** des exemplaires manquants, ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au **Titulaire**, au tarif en vigueur.

Pour les passes, le **Titulaire** devra le remplacement à ses frais des canons accessibles à partir du passe considéré.

En fin de marché, le **Titulaire** sera tenu de remettre à l'organisme les clés et/ou cartes confiées initialement

Le **Titulaire** met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur, nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage
- les équipements de rangement des locaux de maintenance, en complément de ceux fournis
- les équipements de manutention
- les échelles et échafaudages
- les équipements de communication
- les équipements de sécurité.

ARTICLE 8 : GARANTIE

Le matériel qui serait fourni par le **Titulaire**, sera garanti une année à compter de sa mise en service. Les carnets de maintenance mentionneront la date de prise d'effet de la garantie. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à un an, il n'y aura pas de facturation pour la seconde réparation.

Pendant la période de garantie due par les entreprises, au titre des marchés de travaux, le **Titulaire** assiste la **Personne publique** pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons ou non façons, et fait jouer les garanties. Il est tenu de porter à la connaissance de la **Personne publique**, l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

9.1 - Cautionnement – Retenue de garantie

Le **Titulaire** est dispensé de la constitution d'un cautionnement.

9.2 - Nature du prix

Le **Titulaire** est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous éléments afférents à l'exécution des prestations.

Les prix sont établis sur l'acte d'engagement et ses annexes.

Les prix hors taxes sont réputés comprendre tous les frais afférents au transport du personnel, aux matériels et produits utilisés dans le cadre de la prestation, à leur stockage et transport jusqu'au lieu d'utilisation et enfin à l'assurance.

Les prix sont réputés comprendre toute charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation, selon la TVA en vigueur qui s'applique.

Les prix sont unitaires pour la partie les prestations à bon de commande.

Le montant total des prestations du marché subséquent figurant à l'acte d'engagement est annuel, forfaitaire et basés sur les préconisations du CCTP.

9.3 - Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

9.3.1 Type de variation des prix

Les prix sont révisables suivants les modalités fixées au 10.3.3 du présent document.

9.3.2 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économique du mois de la date de réception des offres ; ce mois est appelé « **mois zéro** » et il est défini comme étant le mois de mars 2025.

9.3.3 Modalités de variation des prix

Les prix seront fermes durant la première année du marché.

Les prix remis par le titulaire seront révisés à la date du premier anniversaire du marché en appliquant la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,70 (ICHT-IME / ICHT-IME_0) + 0,15 (FSD1 / FSD1_0)$$

ICHT-IME	est l'indice du coût horaire du travail, tous salarié confondus, dans les « industries mécaniques et électriques », valeur à la date de révision
ICHT-IME₀	est la valeur de cet indice au mois »zéro «
FSD1	est l'indice « Frais et Services Divers – modèle n°1 », valeur à la date de révision
FSD1₀	est la valeur de cet indice au mois »zéro «

Si pendant la durée de l'accord-cadre, les indices cités ci-dessus venaient à disparaître, ce sont leurs indices de remplacement qui leur succéderaient.

Le **Titulaire** est tenu de transmettre ses prix ajustés deux (2) mois avant la date anniversaire. Les prix deviennent contractuels si la **Personne publique** n'a pas fait d'observation dans le délai d'un mois à compter de leur date de réception (*exceptions faites des périodes de fermeture*).

Il est rappelé que les prix comprennent tous les frais afférents aux prestations prévues dans le marché.

9.3.4 Impôts et taxes

Les prix définis comprendront les impôts et toutes les taxes en vigueur à la signature du présent contrat (*taxe professionnelle, etc.*) et évolueront éventuellement en fonction du montant des taxes et impôts nouveaux établis au profit de l'État et des Collectivités Territoriales.

La proposition sera exprimée en prix hors taxes et avec taxes de valeur ajoutées incluses, au taux de TVA en vigueur.

ARTICLE 10 : MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

10.1 - Acompte et facturation de la tranche ferme du marché subséquent

Il sera établi :

- cinq acomptes égaux à 1/12 du montant annuel forfaitaire figurant en annexe de l'acte d'engagement révisé éventuellement chaque année selon les modalités de l'article 9.3 du présent CCAP.
- une facture intermédiaire à la fin du premier semestre

- cinq acomptes égaux à 1/12 du montant annuel forfaitaire figurant en annexe de l'acte d'engagement révisé éventuellement chaque année selon les modalités de l'article 9.3 du présent CCAP.
- une facture annuelle à la date anniversaire

10.2 - Présentation des factures

Le paiement s'effectuera sur présentation d'une facture mentionnant la référence de l'accord-cadre (*marché 2025-002*), et si nécessaire celle du bon de commande émis par la **Personne Publique**.

Les factures seront libellées en euros.

Depuis le 1er janvier 2020, il est obligatoire d'utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (*guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange*) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> /

rubrique « nous contacter »

Les factures ne présentant pas les éléments exigés seront systématiquement retournées au **Titulaire**, une pénalité forfaitaire pour facture non-conforme pouvant être en outre appliquée (*cf article 13*).

10.3 - Conditions de règlement

Le mode de règlement est le virement au compte du **Titulaire** (*domicilié en France*) figurant sur l'acte d'engagement. Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au décret n°2002-232 du 21 février 2002 modifié et à l'article 13 du CCAG-travaux.

Les sommes dues au Titulaire seront réglées (*après constatation du service fait et dans les conditions prévues au marché*) dans un délai global de paiement de 30 jours à réception de la facture correctement établie, par virement administratif effectué sur le compte bancaire (*domicilié en France*) du **Titulaire** (*article 183 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics*).

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, au profit du **Titulaire**, des intérêts moratoires calculés au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquées par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectué avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points à conditions toutefois que ce retard ne soit pas dû à une émission de demande de facture intermédiaire, de décompte définitif incomplet (*sans justificatif ou présentant des justificatifs incomplets*).

Pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée, les montants des factures intermédiaires et du solde seront calculées en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement ; ce montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique. Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du **Titulaire** indiqué à l'acte d'engagement.

10.4 - Nantissement

Le **Titulaire** pourra s'il le désire, bénéficier du régime de nantissement conformément aux dispositions des articles n°127 à 131 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 11 : PENALITES

11.1 - Généralités

Le **Titulaire** pourra s'il le désire, bénéficier du régime de nantissement conformément aux dispositions de l'article R2393 du code de la commande publique.

11.2 - Pénalité forfaitaire pour défaut de traçabilité

La pénalité pour « défaut de traçabilité » concerne les cas suivants :

- Non tenue et/ou non remise par le **Titulaire** des documents de suivi ou contractuels
- Transmission par le **Titulaire** d'une facture non conforme (*article 10 du CCAP*)

Le montant de la pénalité forfaitaire est fixé à 150 euros HT.

Concernant les factures non-conformes, ces dernières seront retournées au **Titulaire** par courriel indiquant la décision de la **Personne publique** d'appliquer ou non la pénalité forfaitaire.

Concernant les remises de documents (*suivi ou contractuels*), ces derniers devront être réclamés par la **Personne publique** par écrit (*courrier postal, courriel, fax*). A compter de la date de réception, le **Titulaire** dispose de 14 jours ouvrables pour transmettre par courrier, avec accusé de réception, les documents demandés. Au-delà de ce délai, la pénalité forfaitaire s'appliquera. Le montant de la pénalité sera doublé si aucun élément n'est transmis dans un délai de 21 jours ouvrables à compter de la date de réception de la demande de la **Personne publique**.

En cas de refus prolongé de réponse du **Titulaire**, la **Personne publique** pourra se référer à l'article 16 du présent CCAP.

11.3 - Pénalité pour prestation non conforme

En cas de manquement constaté du **Titulaire** à ses obligations contractuelles, le **Titulaire** encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150 euros HT par constat (*par tous moyens à l'initiative de la personne publique*).

Si le Titulaire n'a pas remédié à ces défauts dans les vingt-quatre (24) heures, la pénalité sera portée à 300 euros HT.

11.4 - Divers

D'autre part, l'application d'une pénalité n'exclut en rien la responsabilité du **Titulaire** sur les conséquences indirectes de la prestation non ou mal exécutée.

Les pénalités ne sont pas applicables lorsque les circonstances ne sont pas imputables au **Titulaire** (*en particulier en cas de force majeure, voir article 12.4*) à condition toutefois que celui-ci ait mis tout en œuvre pour effectuer ses prestations dans les meilleures conditions possibles, compatibles avec les moyens et les matériels dont il disposait pour atteindre les performances fixées.

Dans le cas de prestations majeures non conformes, la **Personne publique** peut mettre le **Titulaire** en demeure de remédier aux non conformités dans un délai de quarante-huit (48) heures.

Si, à l'expiration de ce délai, le **Titulaire** ne peut assurer une prestation normale, La **Personne publique** se reportera au chapitre de résiliation.

Les pénalités continuent de s'appliquer pendant la période où la **Personne publique**, ou un Tiers, assure la fourniture ou la prestation à la place du **Titulaire**.

ARTICLE 12 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

12.1 - Retenue de garantie ou cautionnement

Sans objet.

12.2 - Avance forfaitaire

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-18 du Code de la commande publique pour les marchés d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution s'étend au-delà de deux mois, une avance forfaitaire est accordée au **Titulaire** sauf si ce dernier y renonce expressément dans son acte d'engagement.

12.2.1 Calcul du montant de l'avance forfaitaire

Son montant sera égal à 10 % (*dix pour cent*) du montant de la première année du marché. Le montant de cette avance est doublé si le titulaire est une PME.

12.2.2 Versement de l'avance

Conformément à l'article L. 2192-10 Code de la commande publique, l'avance est versée au **Titulaire** dans un délai de trente (30) jours.

12.2.3 Remboursement de l'avance forfaitaire

Le remboursement de l'avance forfaitaire est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au **Titulaire**. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, exprimés en prix de base, atteint ou dépasse 65 % du montant de la première année de prestation et il est terminé lorsque ce taux atteint 80 %.

12.3 - Clause de sauvegarde

Si, pendant le délai contractuel, le coût des prestations subit une variation de plus ou moins 3 % durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque. Un avenant sera alors rédigé.

Aucune des deux parties ne pourra ignorer ou refuser une telle demande, faute de quoi, la partie lésée pourra résilier le marché selon l'article 38 du CCAG.

Il en serait de même si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être changée, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

Délai avant mise en œuvre résiliation pour préserver la fourniture du service sur une année universitaire

12.4 - Cas de force majeure

En cas de suspension des prestations définies, le Titulaire n'est pas tenu pour responsable dans les circonstances suivantes :

- en cas de force majeure : en application de l'article 1148 du Code Civil, c'est-à-dire à l'occasion de la survenance de tout événement imprévisible, insurmontable et externe.
- en cas d'événements exceptionnels, la liste ci-après n'est pas exhaustive : interdiction administrative, guerres, émeutes, mouvements populaires, etc...

Dans tous ces cas de suspension, le Titulaire et la Personne publique rechercheront en commun les mesures à prendre.

ARTICLE 13 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en France.

En cours d'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de justifier sur simple demande de la Personne publique qu'il respecte les dispositions des huit (8) conventions fondamentales de l'OIT (*organisation internationale du travail*) ratifiées par la France.

13.1 - Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où les mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les lieux qualifiés de point sensible ou de zone protégée en vertu des dispositions législatives, le **Titulaire** doit observer les dispositions particulières que la **Personne publique** lui a fait communiquer.

Le **Titulaire** ne peut prétendre, de ce chef, à indemnité, même s'il démontre que les obligations qui lui sont imposées rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DE L'ETENDUE DES PRESTATIONS

De convention expresse, la **Personne publique** se réserve le droit de modifier l'étendue des prestations définies au Cahier des clauses techniques particulières.

Les modifications peuvent être de caractère temporaire ou permanent et affecter le volume des prestations en augmentation ou en diminution.

ARTICLE 15 : OBLIGATIONS GENERALES

15.1 - Obligations de la Personne publique

La **Personne publique** est responsable du site et gestionnaire des prestations au regard des tiers sur le plan administratif et financier.

La **Personne publique** s'engage à respecter les obligations définies dans les pièces contractuelles du marché notamment celles qui ont trait aux conditions d'exécution du présent marché.

15.2 - Obligations du Titulaire

Le **Titulaire** est seul responsable, vis à vis des tiers, dans les termes du droit commun, de son administration ou de sa gestion.

Le **Titulaire** s'engage, en réalisant les prestations décrites dans le CCTP à obtenir les résultats qui sont contractuels.

Le **Titulaire** devra respecter toutes les réglementations en vigueur pendant toute la durée du marché, ainsi que les règles de l'Art, et devra observer les contraintes en matière de sécurité, d'hygiène et de prévention des accidents de Travail.

Le **Titulaire** devra se soumettre aux normes homologuées en France.

Le **Titulaire** devra se soumettre aux exigences de transparence et s'engage à mettre à disposition de la **Personne publique**, tous documents relatifs à l'exploitation.

Le **Titulaire** et ses éventuels sous-traitants devront se soumettre aux règlements intérieurs et de sécurité, présents ou à venir.

Le **Titulaire** aura l'obligation de participer activement aux réunions périodiques organisées par la **Personne publique** dans un esprit de fructueuse collaboration, aura à informer la **Personne publique** de tout événement lié à l'exploitation par tout moyens dans les plus brefs délais, et aura à soumettre à la **Personne publique** toutes propositions techniques qui amélioreraient les prestations.

Le **Titulaire** qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de la **Personne publique**, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du **Titulaire** à l'occasion de l'exécution du service.

En cas de violation des obligations mentionnées à l'article 5 du CCAG, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la marché peut être résilié aux torts du **Titulaire** comme il est dit à l'article 38 du CCAG.

Tous les six mois, le **Titulaire** est tenu de remettre à la Personne publique les pièces mentionnées à l'article R324.4 du Code du Travail.

15.3 - Protection des données personnelles (RGPD)

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le **Titulaire** déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlement applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à libre circulation de ces données (*RGPD*).

La solution proposée devra respecter les principes de proportionnalité, de minimalisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes, telles que définies par l'ENSFEA, sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Elle devra intégrer les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données personnelles traitées contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé.

15.4 - Prise en charge du site après signature du marché

Le **Titulaire** reconnaît être parfaitement informé de la consistance du site et des conditions de fonctionnement de celui-ci, dont les grandes lignes sont données au CCTP.

Le **Titulaire** ne pourra d'autre part arguer d'un manque d'informations ou d'insuffisance de connaissance des installations pour formuler des réserves ou retarder la prise en charge qui sera effectuée en présence de la **Personne publique** et du prestataire actuel.

Toutefois, dans les quinze (15) jours suivants la prise en charge, le **Titulaire** pourra présenter ses observations sur l'état des installations qui lui sont confiées. Passé ce délai, seules les réserves indiquées au procès verbal sont prises en compte.

Un procès verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi au début et à la fin de l'exécution du marché.

15.5 - Litiges

15.5.1 Règlement amiable

En cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, la Personne publique et le Titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics (*articles L2197-3, L2197-4 et R2197-1 à R2197-24 du Code de la commande publique*).

15.5.2 Attribution de juridiction

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par les organismes visés ci-dessus, les litiges se tiendront en France auprès du Tribunal Administratif de Toulouse.

15.5.3 Précisions concernant les recours

1. Requête en référé pré-contractuel au titre des dispositions des articles L 551-1 et suivant du code de justice administrative à compter de la date de notification du rejet de la candidature ou de l'offre jusqu'à la date de signature du marché.
2. Requête en référé contractuel au titre des dispositions des articles L 551.13 et suivants du code de la justice administrative, dans le délai d'un mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au JOUE.
3. Recours pour excès de pouvoir, en annulation de la décision de rejet de la candidature ou de l'offre dans un délai maximum de 2 mois à compter de sa notification (*art. R 421.1 du code de la justice administrative*).

ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE

Les conditions de résiliation du marché et d'exécution par défaut sont conformes aux articles 31 à 45 du CCAG.

Outres les cas de résiliation prévus ci-dessus, la **Personne publique** peut résilier le marché sans indemnités, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (*envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception*) si après mise en demeure du **Titulaire** assortie d'un délai (*avertissement par lettre recommandée avec accusé de réception*), des défauts constatés n'étaient pas corrigés ;

L'attention du **Titulaire** est attirée sur le fait qu'après la résiliation du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées.

ARTICLE 17 : DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 11 déroge à l'article 14 du CCAG (*pénalités*)

L'article 17 déroge aux articles 31 à 45 du CCAG (*résiliation du marché*)